

NOTE DE BRIEFING

BURKINA FASO

2023



ONU-HABITAT

UNE MEILLEURE QUALITÉ DE LA VIE POUR TOUS DANS UN UN MONDE URBANISANT

Nous promovons des établissements humains socialement et écologiquement durables développement et la réalisation d'un logement convenable pour tous.



ONU-HABITAT

Table des matières

02

CONTEXTE ET
TENDANCES URBAINES

05

LE TRAVAIL DE ONU-
HABITAT DANS LE PAYS

09

RÉSULTATS CLÉS DES
INTERVENTIONS DE ONU-
HABITAT AU BURKINA FASO

10

COUVERTURE
GÉOGRAPHIQUE

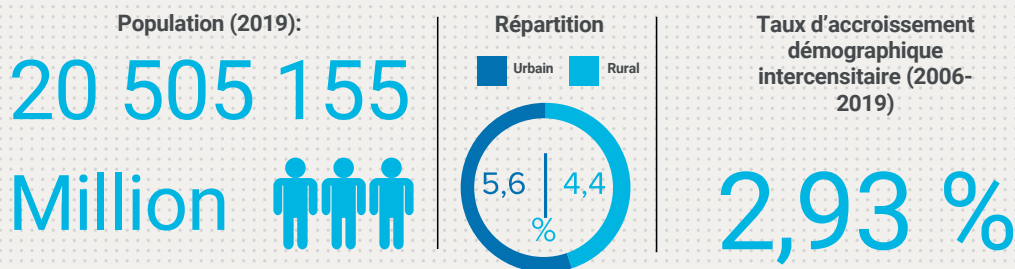
11

DONATEURS ET
PARTENAIRES

Contexte démographique, urbain, sécuritaire et humanitaire du Burkina Faso

I.1 Aperçu général de la population

La population du Burkina Faso est estimée à 20 505 155 en 2019(1) (INSD 2020) dont 51,7% de femmes et de 48,3% d'hommes, avec un taux d'accroissement démographique intercensitaire de 2,93% entre 2006 et 2019. Cette population se répartit en 3 488 258 ménages avec une taille moyenne de 5,2 personnes (4,4 en milieu urbain contre 5,6 en milieu rural). Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2019, le taux brut de natalité (TBN) est de 39,4 naissances pour 1000 habitant au niveau national, soit 40,7/1000 en milieu rural et 35,8/1000 en milieu urbain². La population se caractérise aussi par son extrême jeunesse. La proportion de la population âgée de moins de 35 ans est de 77,9%, celle de moins de 24 ans est de 64,2% et celle de moins de 15 ans de 45,3%. Tandis que la population active (15-64 ans) est de 51,3 %, Il s'agit d'une population essentiellement rurale (environ 3/4 de la population).



Urbanisation

Selon les chiffres du dernier Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2019, du Burkina Faso, le taux d'urbanisation était de 26,1% ; ce taux était de 22,7% en 2006. Cette croissance du taux d'urbanisation conforte une tendance constante constatée depuis le premier Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) intervenu en 1975 où la proportion de la population urbaine nationale était de 6,4%. En 1985, ce taux est passé à 12,7% et était à 15,5% en 1996. A l'exception de la dernière période intercensitaire (2006 - 2019) où la croissance démographique urbaine s'est opérée dans une constance du nombre de villes, le taux d'accroissement urbain des autres périodes a été à la fois, sur le degré d'urbanisation (augmentation du nombre de villes) que sur le rythme (croissance de la population des villes existantes) sur tout avec l'avènement de la double crise sécuritaire et humanitaire que connaît le pays depuis pratiquement 8 ans du fait des attaques des groupes terroristes ayant occasionné plus de 2 millions de déplacés internes à l'échelle des espaces urbains plus sûrs et résilients..

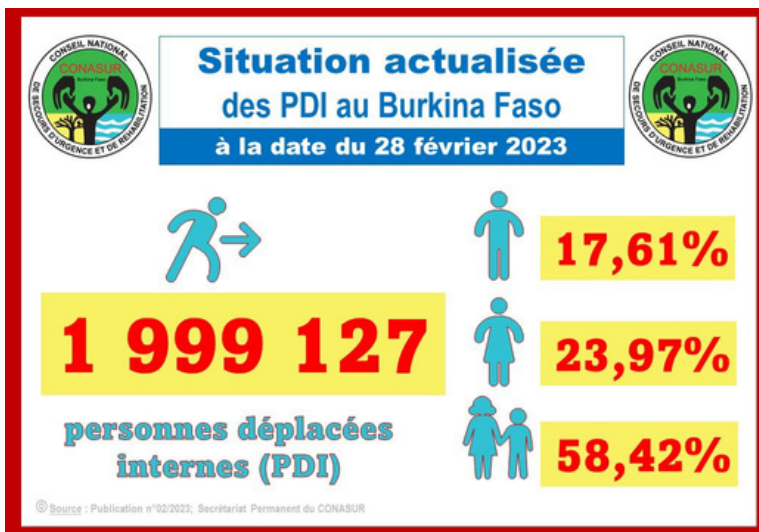
Sécuritaire et humanitaire

La crise multidimensionnelle au Burkina Faso continue de s'intensifier au vu des mouvements de populations et violations accrues des droits humains, engendrant l'impact le plus dévastateur sur les populations civiles depuis ces quatre dernières années. Les populations du Burkina Faso font, en effet, face à une grave crise due à une insécurité généralisée et à des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en raison de l'instabilité politique, de l'activité accrue des groupes armés et des opérations militaires.

Au cours de l'année 2022, le Burkina Faso a connu en janvier et en septembre deux coups d'État. La crise ne cesse de croître année après année du fait de la magnitude et de la gravité des effets induits par cette instabilité et insécurité prononcées dans le pays.

Il semble fort probable que la situation politique et sécuritaire au Burkina Faso continue de se dégrader.

En effet, plusieurs incidents de sécurité relevés au cours de l'année 2022 ont entraîné de nouveaux déplacements de population. Selon les autorités nationales, environ 1 999 127 personnes se sont déplacées jusqu'en 28 février 2023, c'est-à-dire qu'une personne sur douze s'est déplacée. Ces Personnes Déplacées Internes (PDI) sont accueillies dans toutes les 13 régions (soit dans 45 provinces), et principalement dans 288 communes sur les 351 que compte le pays. Dans l'ensemble de la région du Centre du Sahel, le Burkina Faso est le pays le plus touché en termes de déplacement interne – les personnes déplacées au Burkina Faso représente plus de 59,9 % du total des déplacés internes dans la région.



Avant le deuxième coup d'Etat et en dépit d'une situation sécuritaire très volatile, quelques retours de populations déplacées ont été signalés dans certaines zones. Ainsi, au 30 août 2022, selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), 50 780 PDI sont retournées dans leurs localités d'origine soit 40 206 dans la région du Sahel, 10 360 dans la région du Nord et 214 dans la région des Cascades.

Cependant, la dynamique de retour est spontanée et encore limitée. Suite à la persistante de l'insécurité, affectant même des zones des retours annoncés, il est probable qu'une partie de ces retournés aient été à nouveau déplacés. Cette situation des déplacements secondaires ne facilite pas la tâche des organes chargés du dénombrement des PDI.

En 2023, une personne sur cinq dans le pays aura besoin d'une aide humanitaire. Dans le contexte du Burkina Faso, il est à noter que les besoins humanitaires varient, de l'assistance urgente pour sauver des vies, à la protection, à l'appui pour améliorer l'accès aux services sociaux de base, à la résilience, au relèvement d'après crise, ainsi qu'aux solutions durables dans certaines parties du pays. Il est indispensable de fournir une assistance en fonction des besoins respectifs, en plaçant les personnes touchées au centre de la réponse.

Une urbanisation accélérée par la crise sécuritaire, une hiérarchie urbaine bousculée et une armature urbaine en reconfiguration

De 26,1% en 2019, le taux d'urbanisation, avec les 7 139 415 d'hommes et de femmes habitant dorénavant dans les localités reconnues comme villes, est en passe d'atteindre les 35% en 2022 (exactement 34,8%3). Ce taux était espéré en 2030 selon certaines projections reprises dans des discours officiels. Avec ces 34,8%, le Burkina Faso s'approche théoriquement donc, de la branche inférieure de 40%. Il reste évident que le contexte et les conditions de cette accélération sont les moins souhaitables pour un pays. Ainsi, le défi réside dans les conditions à créer pour accompagner opportunément, cette augmentation démographique urbaine, pour une urbanisation porteuse de développement. En outre, le mouvement de PDIs a bousculé l'ordre hiérarchique urbain établi et redessine ainsi une nouvelle armature urbaine.

Nos thématiques d'intervention sont entre autres :


- Planification urbaine et aménagement territoriale
- Gouvernance et gestion foncière
- Politiques urbaines nationales
- La résilience urbaine
- La sécurité urbaine
- La décentralisation et gouvernance urbaine ;
- Diagnostics territoriaux et cadres spatiaux de développement territorial
- Services urbains de base
- Logements
- Renforcement des capacités en matière de :
- Approche Nexus HDP (Humanitaire-développement-Paix)
- Approche basée sur les zones (Area Base Approach)



Une des quatre écoles construites par ONU-Habitat. Copyright ONU-Habitat Burkina Faso


LE TRAVAIL DE ONU-HABITAT DANS LE PAYS

Projet « Renforcement de la résilience des collectivités territoriales du Burkina Faso face aux déplacements massifs et à la pandémie du COVID-19 »

 **Bailleur** : Union européenne

 **Durée** : 18 mois

 **Montant du financement** : 3 999 446 €

 **Zones d'intervention** : Kaya, Kongoussi, Tougouri (Région du Centre-Nord) et Dori (région du Sahel)

 **Autres partenaires** : Ministère en charge de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat et de l'action humanitaire, Expertise France, Association Nodde-Nooto

L'objectif global du projet est d'accroître la résilience des collectivités territoriales du Burkina Faso et de leurs communautés les plus vulnérables face aux crises provoquées par les déplacements massifs des populations et la pandémie du COVID-19. Dans le cadre de la mise en oeuvre de ce projet, il a été réalisé entre autres :


- La construction de 312 unités de logements pour les populations vulnérables :
 - 100 logements à Kaya ;
 - 100 logements à Tougouri ;
 - 57 logements à Kongoussi ;
 - 55 logements à Dori.
- La construction d'infrastructures socio-collectives (écoles, centres de santé) pour accroître les offres de service urbains de base ;
- Le renforcement des capacités en matière de planification urbaine.


Projet « Inclusion socio-économiques des personnes déplacées et des communautés d'accueil dans les zones »

 **Bailleur** : Gouvernement japonais

 **Durée** : 30 mois

 **Montant du financement** : 2 912 349 USD

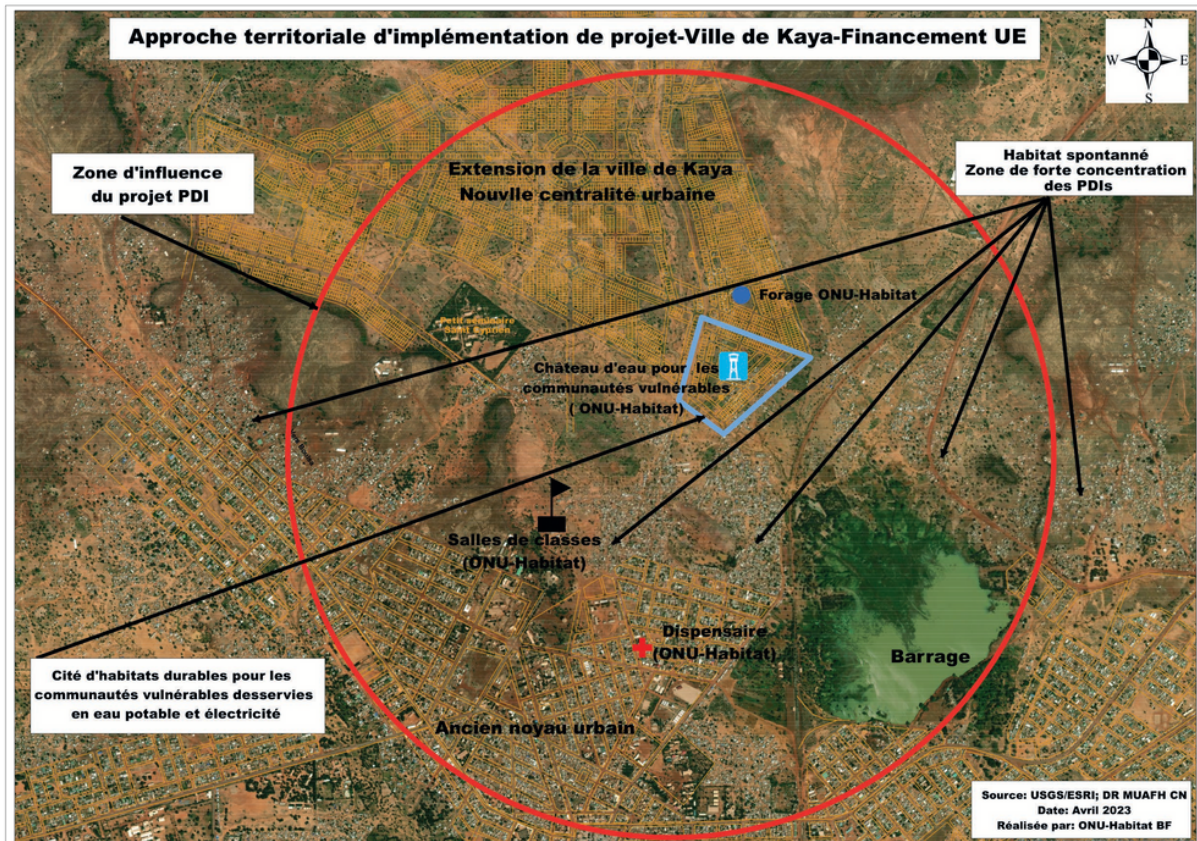
 **Zones d'intervention** : Boussouma (Région du Centre-Nord) et Nagréongo (région du Plateau-central)

 **Autres partenaires** : Ministère en charge de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat et de l'action humanitaire, FAO


L'objectif du projet est de réduire la vulnérabilité des populations déplacées et d'accueil dans deux (2) municipalités sélectionnées du Burkina Faso fortement touchées par le déplacement, en mettant l'accent sur les femmes et les filles, grâce à des processus d'intégration socio-économique participative et à la mise en oeuvre de solutions durables.

CARTE "APPROCHE TERRITORIALE D'IMPLÉMENTATION DE PROJET-VILLE DE KAYA-FINANCEMENT UE"

Nombre de bénéficiaires des interventions du projet « Renforcement de la résilience de collectivités territoriales du Burkina Faso face aux déplacements massifs et à la pandémie du COVID-19 ».




Projet « Facilitation de l'accès à la terre et participation des jeunes à la prévention et à la gestion des conflits fonciers dans les régions de Hauts Bassins et de la Boucle du Mouhoun »

 **Bailleur** : Peace Building Fund

 **Durée** : 18 mois

Montant du financement : 1 500 000 USD



 **Zones d'intervention** : Dédougou, Bagassi et Siby (Région de la Boucle du Mouhoun); Houndé, Karangasso-Sambla et Karangasso-Vigué (Région des Hauts-Bassins)




Autres partenaires : Ministère en charge de l'administration territoriale, Ministère en charge de l'économie, des finances et de la prospective, FAO.

L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction des risques de conflits par la promotion des processus inclusif et participatif, la gouvernance foncière responsable et durable et l'accroissement de la résilience des communautés face aux défis environnementaux et de transaction foncière à grande échelle.

Spécifiquement il contribuera à :

- Analyser les dynamiques des conflits, les parties prenantes et les défis socioéconomiques et structurels et renforcer les capacités des structures/mécanismes pour la prévention et la gestion des conflits ;
- Développer des opportunités de formation, des activités économiques pour les jeunes par des projets transformateurs et innovants dans une zone en urbaine et périurbaine ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux, y compris les jeunes sur l'approche inclusive et participative, sur la gestion du foncier et la planification territoriale.

Centre d'Excellence de l'Habitat

 **Bailleur** : Commission de l'UEMOA à partir d'un financement de la Banque mondiale

 **Durée** : 3 ans



Montant du financement : 3.000.000.000 francs CFA HT

Zones d'intervention : 8 pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo)



Autres partenaires : l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Ecole Supérieure d'Economie Appliquée (ESEA)

L'objectif principal du projet : Eriger une institution universitaire en Centre d'Excellence de l'Habitat qui sera, en trois ans, devenu une institution durable de recherche et de développement de compétences, capable d'apporter un support dans le secteur de l'habitat au 8 pays de l'UEMOA.

- Mettre en place des indicateurs d'analyse, préparer huit (8) rapports nationaux, monter des programmes de formations et ériger un « Centre d'Excellence de l'Habitat » (CEH) dans l'espace UEMOA ;
- Fournir des informations utiles aux gouvernements et renforcer les compétences des acteurs du secteur privé ;
- Mettre en place un dispositif pérenne de collecte de données du secteur de l'habitat ;
- Familiariser le CEH à la recherche et au développement de compétences dans ce secteur ;
- Prouver la pertinence de la collecte de données aux acteurs mobilisés dans cet exercice (notamment au sein des gouvernements) ;
- Préparer des rapports nationaux des 8 pays de l'UEMOA.



L'Ambassadeur de l'Union européenne et Zahara SORE, heureux de voir de l'eau couler _Copyright ONU-Habitat Burkina Faso



312 logements ont été construits par ONU-Habitat à Kaya, Dori, Kongoussi et Tougouri au bénéfice des communautés vulnérables _Copyright ONU-Habitat Burkina Faso

RÉSULTATS CLÉS DES INTERVENTIONS DE ONU-HABITAT AU BURKINA FASO



Renforcement des capacités des acteurs locaux, centraux et régionaux en matière de planification urbaine, d'aménagement du territoire, de gouvernance et de gestion foncière, de résilience urbaine (CityRAP), d'approche territoriale intégrée etc...



Appui au gouvernement dans la formulation de politique urbaine nationale ;



Production de guide prévention et de gestion des conflits fonciers ;



Plus de 300 logements et toilettes écologiques construits dans les villes de Kaya, Kongoussi, Tougouri (Région du Centre-Nord) et Dori (région du Sahel) au profit des communautés vulnérables (déplacées internes et hôtes)



Des infrastructures socio-collectives (écoles et centres de santé) et latrines écologiques construites et remises officiellement à l'Etat burkinabè dans les villes de Kaya, Kongoussi, Tougouri (Région du Centre-Nord) et Dori (région du Sahel)



Des châteaux d'eau potable munis de plusieurs bornes fontaines réalisées au bénéfice des communautés en situation de vulnérabilité (personnes hôtes comme déplacées) dans les villes de Kaya, Kongoussi, Tougouri (Région du Centre-Nord) et Dori (région du Sahel) et remises officiellement à l'Etat burkinabè



Une étude de base sur les conflits fonciers impliquant les jeunes dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins



06 diagnostics territoriaux (analyse des défis socio-économiques) assortis de cartographies spatiales des communes de Dédougou, Houndé, Bagassi, Karangasso-Sambla, Karangasso-Vigué et Siby ;



Une étude sur l'implication des jeunes et femmes dans les mécanismes de gestion des conflits dans les communes de Dédougou, Houndé, Bagassi, Karangasso-Sambla, Karangasso-Vigué et Siby ;

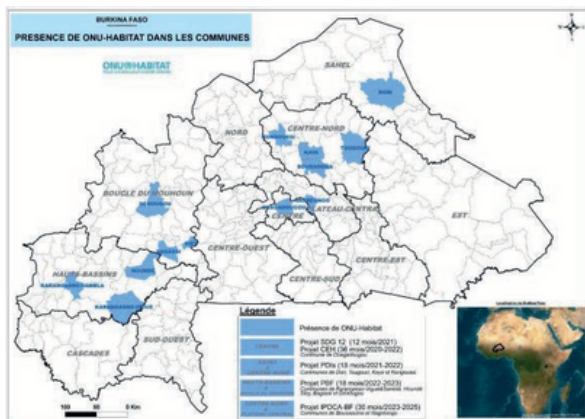


Un état des lieux des structures de jeunes et femmes intervenant dans la prévention et la gestion des conflits fonciers dans les communes de Dédougou, Houndé, Bagassi, Karangasso-Sambla, Karangasso-Vigué et Siby ;



L'appui à la formalisation et au fonctionnement des mécanismes et structures communaux d'aménagement et planification territoriale pour un développement durable du territoire dans les communes de Dédougou, Houndé, Karangasso-Sambla, Karangasso-Vigué et Siby.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Récapitulatif villes couvertes :

- Kaya Karangasso-Sambla
- Dori Karangasso-Vigué
- Kongoussi Siby
- Tougouri Bousouma
- Dédougou Nagréongo
- Houndé

Nous travaillons avec :

- Les organisations non-gouvernementales nationales
- Les Ministères
- Les autorités locales
- Les agences du Système des Nations Unies présentes au Burkina Faso



La planification participative est au cœur des actions de ONU-Habitat pour impliquer tous les acteurs et la population.



Les forages réalisés permettront aux femmes d'avoir un accès plus facile à l'eau

Donateurs et partenaires



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Contacts Programme

Oumar SYLLA,

Directeur régional,
Direction régionale pour l'Afrique

oumar.sylla@un.org

Mathias SPALIVIERO,

Superviseur pour l'Afrique de l'Ouest

Mathias.spaliviero@un.org

Yombi OUEDRAOGO,

Chargé de Programmes,
Bureau du Burkina Faso

yombi.ouedraogo@un.org

Une meilleure qualité de
vie pour tous dans un
monde qui s'urbanise



ONU-HABITAT

UNITED NATIONS HUMAN
SETTLEMENTS PROGRAMME
P.O. Box 30030, Nairobi 00100, Kenya
T: +254-20-76263120
E: unhabitat-info@un.org

